

La France et ses libérateurs africains

Par Charles Onana

Berlin, Exposition « Le Tiers-Monde et la Seconde Guerre Mondiale »

L'histoire de la résistance et de la Libération de la France telle qu'elle se présente aujourd'hui dans les ouvrages de nombreux historiens français ou dans les manuels scolaires en France et en Afrique francophone, du moins, est très largement incomplète et inexacte. Cette histoire dans laquelle les populations venues de l'empire sont soit absentes soit confinées dans un rôle marginal ou anecdotique ne correspond pas à la façon dont les choses se sont réellement passées de 1940 à 1945. Nous aurons l'occasion de le démontrer dans les lignes qui suivent.

Lorsque la Seconde Guerre mondiale éclate, les Français sont loin d'imaginer ce qu'ils vont subir. Adolphe Hitler, chancelier de l'Allemagne et chef suprême de l'armée, décide de lancer ses troupes à l'assaut du territoire français. Ses soldats, qui ont déjà envahi et occupée la Pologne, mènent une vaste offensive contre les forces françaises le 10 mai 1940. Le maréchal Pétain, alors âgé de quatre-vingt quatre ans, est nommé à la tête du gouvernement français. Dès son investiture, son discours prônant la résignation jette le trouble dans l'armée. En quelques jours, l'armée française est anéantie et humiliée. Après cinq semaines de combat, près de 100 000 militaires français sont tués et plus de 120 000 blessés. Le 14 juin 1940, Paris est déclarée ville ouverte et les Allemands marchent sur la capitale. La souffrance, la désolation et la défaite se lisent sur les visages et un grand nombre de Français perd définitivement l'espoir de vaincre l'Allemagne.

Malgré la débâcle générale, les troupes venues de l'empire et en particulier de l'Afrique luttent avec courage et abnégation. Sur plusieurs fronts, des Africains résistent. Dans la Somme, les Ardennes et les Vosges, les affrontements sont rudes. Les soldats français, parmi lesquels de nombreux Africains, sont aux prises avec l'armée allemande. Ils résistent et freinent l'avancée de l'ennemi. Beaucoup d'Africains sont massacrés en tenant tête aux troupes hitlériennes. C'est le cas des soldats du 25^{ème} Régiment de Tirailleurs Sénégalais (RTS) qui seront tués en défendant les villages de Chasselay et de Montluzin, près de Lyon. Il y a aussi le 24^{ème} RTS qui s'est illustré en défendant Aubigny dans la Somme.

Pendant la défense acharnée du territoire français, la 1^{ère} division marocaine mène une remarquable bataille en Belgique du 13 au 16 mai 1940 avec les spahis. On retrouve la même ardeur au combat chez les éléments de la 3^{ème} Brigade opposée aux Allemands dans les Ardennes.

L'un des héros de cette période est un officier africain de l'armée française venu du Gabon : le capitaine Charles Ntchoréré. Avec le 53^{ème} Régiment d'Infanterie Mixte Sénégalais (RIMS), il défend la ville d'Airaines et refuse de se soumettre à l'humiliation des Allemands. Le 7 juin 1940, il est froidement abattu par un soldat d'Hitler. Le même jour, son fils, caporal du 2^{ème} Régiment d'Infanterie Colonial (RIC), tombe également au combat dans la Somme, à Remiencourt, à quelques kilomètres de lui.

Pendant que ces soldats venus d'Afrique sacrifient leur vie pour la liberté et la dignité des Français, un homme jusque-là peu connu sort de l'ombre. Il s'appelle Charles de Gaulle. Le 18 juin 1940, le général de Gaulle, réfugié à Londres, lance un appel à la résistance sur les ondes de la radio britannique *BBC*. Il demande aux Français de continuer la guerre contre l'Allemagne.

Sur le territoire français, cet appel n'est pas entendu de tout le monde. Les Allemands contrôlent une partie du pays et exercent sur les Français une violence et un pouvoir sans bornes. Face à la défaite et au désespoir, De Gaulle se tourne donc vers les territoires d'Outre-mer et principalement vers l'Afrique. C'est là-bas qu'il trouvera les hommes, les soutiens et l'énergie nécessaires pour aider la France à reconquérir sa liberté et sa dignité perdues.

Après la défaite de l'armée française, l'Afrique et le reste de l'empire deviennent les seuls espoirs de la France et du général de Gaulle. C'est ainsi qu'il obtient dès le 26 août 1940, le soutien du Tchad. Ce ralliement est obtenu grâce au gouverneur français originaire de Guyane, Félix Eboué. Les 27 et 28 août, c'est au tour du Cameroun (avec le colonel Leclerc), puis du Congo et de l'Oubangui-Chari (actuelle République Centrafricaine) de se joindre à de Gaulle pour continuer la guerre. De Gaulle affirme d'ailleurs dans ses mémoires : **« Dans les vastes étendues de l'Afrique, la France pouvait, en effet, se refaire une armée et une souveraineté, en attendant que l'entrée en ligne d'alliés nouveaux, à côté des anciens, renversât la balance des forces »¹.**

Le ralliement de l'Afrique Equatoriale Française (AEF) apporte à De Gaulle 17 500 nouveaux combattants dont 15 000 Africains. Auparavant, c'est-à-dire au début du mois d'août 1940, la France Libre ne dispose que de 3000 hommes dont 2000 basés en Grande Bretagne. Les combattants de la France Libre, de 1940 à 1942, sont constitués à 70 % des soldats de l'empire (essentiellement d'Afrique), à 20% de métropolitains et à 10 % de la légion étrangère. Dès le 6 août 1940, de Gaulle avait remis à Leclerc un ordre de mission dans lequel il lui demandait de tenter de rallier partiellement ou en totalité, l'AEF et l'AOF (Afrique Occidentale Française).

¹ Cf. De Gaulle, *Mémoires de guerre, L'appel 1940- 1942*, Paris, Plon, 1954, p. 89.

Dans la mobilisation de l'AEF aux côtés de De Gaulle, le gouverneur du Tchad, Félix Eboué, joue un rôle de premier plan. Homme courageux et humaniste dévoué, Eboué, qui s'indignait de la capitulation du Maréchal Pétain, décida à ses risques et périls d'aider de Gaulle. Le 16 juin 1940, de Gaulle lui adressa un télégramme de soutien.

En affichant clairement son engagement aux côtés de De Gaulle et de la France Libre, l'administrateur français, Félix Eboué, a signé en quelque sorte sa condamnation par le régime de Vichy. Le 5 juin 1941, il fut condamné à mort pour haute trahison par la cour martiale. Cette décision prise à son encontre ne l'arrêta pas dans son combat.

Une fois le ralliement de l'AEF acquis, la France Libre pouvait, dès le mois d'août 1940, disposer d'une base territoriale pour lancer son offensive contre les nazis. C'est ainsi que la Résistance gaulliste a pris corps et ancrage en terre africaine. Pour la première fois, de Gaulle, qui était toujours exilé en Angleterre, pouvait réellement s'appuyer sur un territoire et sur une armée pour continuer la lutte.

Dès lors, les gaullistes pouvaient organiser le recrutement des jeunes soldats, la formation des troupes, le ravitaillement en armes et en munitions, l'approvisionnement en matières premières (or, caoutchouc, diamants, bois,...) sur le sol africain. Dans ce domaine le Cameroun a joué un rôle majeur. C'est bien le Cameroun qui a été longtemps le poumon économique de la France Libre. C'est ainsi que la France Libre a pu jouir d'un vaste territoire et de moyens importants pour partir à l'assaut de l'occupant.

Parmi les batailles qui donneront une certaine crédibilité au général De Gaulle, il y a la bataille de Koufra remportée par Le jeune officier de cavalerie Leclerc et ses hommes. Sur 400 soldats qui ont livré la bataille de Koufra, 300 étaient Africains. La même situation va se produire à Bir-Hakeim (Libye). Pour les Parisiens et les touristes, Bir-Hakeim est le nom donné à une station de métro située proche de la tour Eiffel. En réalité, il s'agit plutôt d'une bataille héroïque de la France Libre remportée en juin 1942 dans le désert libyen contre le célèbre tacticien allemand Erwin Rommel.

La Libye était, au début de la guerre, une colonie italienne. Elle était un poste avancé de l'armée de Benito Mussolini, l'allié d'Adolphe Hitler. Les troupes françaises, dirigées par le général Koenig, vont mener de durs combats dans le désert et des Africains, des Indochinois, des Polynésiens, des Malgaches et des Maghrébins de la 22^{ème} compagnie autonome nord-africaine luttent à partir du 1^{er} janvier 1942 contre les troupes de Rommel. Le 11 juin 1942, la France Libre remporte une belle victoire à Bir-Hakeim.

En août 1943, les Forces Françaises Libres sont dissoutes puis intégrées à d'autres unités, ayant appartenu aux forces du maréchal Pétain stationnées en Afrique du Nord. L'ensemble de ces nouvelles forces prend l'appellation de « France combattante ».

Tous les soldats venant d'Algérie, de Tunisie ou du Maroc vont participer activement à la campagne de Tunisie. Cette campagne, peu évoquée par les historiens, a été l'une des plus dures en Afrique du Nord.

C'est en novembre 1942 que les premiers soldats allemands débarquent en Tunisie. Ils sont immédiatement suivis d'importants renforts. Pendant dix-sept jours, les alliés, installés en Algérie, laissent les Allemands occuper tous les points stratégiques de la Tunisie. Cette erreur d'appréciation, la « France combattante » la payera cher.

Le 16 juillet 1943, la 9^{ème} Division d'Infanterie Coloniale (9^{ème} DIC) est mise sur pied avec les 4^{ème}, 6^{ème} et 13^{ème} Régiments de Tirailleurs Sénégalais (RTS) ainsi que le Régiment d'Artillerie Coloniale (RAC) du Maroc. Ces régiments, constitués pour l'essentiel d'Africains, combattent avec beaucoup de courage dans les rangs de l'armée française.

Plusieurs experts de l'histoire militaire évaluent à 200 000, voire 250 000 le nombre de Nord-africains ou de Maghrébins combattant dans l'armée française de 1943 à 1945. Ces chiffres sont certainement en dessous de la réalité car même les archives militaires donnent des chiffres contradictoires. Dans ces effectifs, on considère que l'Algérie, à elle seule, a fourni environ 150 000 hommes pendant la même période.

Plus de 100 000 musulmans ont pris part aux combats sous le drapeau français. Si l'Afrique du Nord reste, avant le débarquement allié de novembre 1942, sous l'influence du maréchal Pétain, dès 1943, le général de Gaulle y retrouve toute sa splendeur et son autorité. C'est ainsi que naîtra les 3 et 4 juin 1943, le Comité Français de Libération Nationale. Un Comité que n'appréciaient pas beaucoup les Américains car il annonçait déjà la naissance d'un gouvernement provisoire du général de Gaulle à Alger. De Gaulle dit à ce sujet : « La déclaration publiée le 3 juin à midi par le Comité Français de la Libération Nationale et faisant part de sa propre naissance, restera-t-elle, jusqu'à 9 heures du soir, sous le boisseau de la censure américaine »².

En basculant définitivement du côté du général de Gaulle, l'Afrique du Nord va contribuer de façon décisive aux victoires à venir de l'armée française.

² Cf. De Gaulle, Charles, *Mémoires de guerre, L'unité 1942-1944*, Paris, Plon, 1956, p. 109.

Cette armée, qui a libéré la France de l'occupation nazie, ressemblait comme deux gouttes d'eau à l'équipe de France de football qui a gagné la coupe du monde en 1998 contre le Brésil ou à celle qui est arrivée en finale en 2006 en Allemagne. Elle était densément composée de « Noirs, de Blancs et de Magrébins », c'est-à-dire de populations venues d'Afrique, d'Europe et même d'Asie. Contrairement aux visages mono ethniques voire « unicolores » que de nombreux livres d'histoire présentent habituellement aussi bien aux écoliers, aux collégiens et aux lycéens français qu'aux Africains, nous pouvons dire au regard des preuves et documents d'archives diverses que la version répandue de ce que fut l'armée française entre 1940 et 1945 est complètement erronée. L'armée française était plutôt multiethnique ou « multicolore » et qu'avant 1943, elle était constituée majoritairement d'Africains. Le reconnaître est simplement rétablir une vérité historique et accepter la diversité culturelle et humaine qui existait dans cette armée en ces temps-là.

La vérité sur la Résistance gaulliste et sur tous ceux qui l'ont animée doit être honnêtement restituée et enseignée aux enfants pour qu'ils deviennent plus tard des citoyens bien informés, libres et responsables. Ils doivent connaître de façon objective la place des différents acteurs qui ont pesé dans la Libération de la France.

Ceux qui ont participé activement aux premières heures de la Résistance et aux moments décisifs de la victoire ne pouvaient plus rester indéfiniment dans l'ombre ou à la périphérie de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale. Nous avons voulu les mettre en lumière. Car ils sont au cœur de la Résistance française et de la Libération de la France. Ils l'ont d'ailleurs payé cher, très cher. Ils incarnent non seulement le courage, la volonté, la ténacité et la combativité mais aussi la fierté, la liberté et la dignité du peuple français et du continent africain. Leur sacrifice est le prix payé par l'armée française pour la libération de son territoire. C'est aussi le prix payé par l'Afrique pour sa liberté et son indépendance.

Notre souhait est que les peuples français, africains et d'ailleurs sachent ce que ces « tirailleurs » venus d'ailleurs ont apporté à la France et au monde.

Ce sont eux qui ont donné du poids et du prestige au général de Gaulle mais aussi à l'armée française. Oublier cela ou ne pas le reconnaître porte forcément atteinte à la connaissance historique et à la compréhension de l'histoire de la France libérée.

L'injustice des pensions

Au lendemain de la guerre et surtout dès 1959, une loi dite de cristallisation, adoptée par l'Assemblée Nationale française, a transformé les pensions des tirailleurs africains en indemnités viagères. Depuis cette date, les tirailleurs d'Afrique Noire et du Maghreb ne touchent pas la même pension que leurs camarades français. Exemple, quand un Français blanc touche 100 euros, le Sénégalais touche 4 euros, le Malien 3,80, l'Ivoirien 3,50 et l'Algérien 2,50. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, tous les Africains qui ont participé à la Libération de la France, excepté ceux qui ont gardé la nationalité française, sont victimes de discrimination en matière de pension.

En 1980, près de 700 tirailleurs ont porté plainte contre la France devant la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU pour discrimination raciale. En 1989, l'ONU a reconnu que les tirailleurs étaient réellement victimes de discrimination de la part du gouvernement français. Malgré cette décision, les autorités françaises n'ont pas rétabli l'égalité des droits des anciens combattants africains.

En 2000, le Conseil d'Etat a rendu un arrêt condamnant la France suite à une plainte déposée par un tirailleur sénégalais appelé Amadou Diop. Pour le Conseil d'Etat, la France devrait lui verser une pension au même taux que les Français et lui payer les arriérés dus depuis 1975. Monsieur Diop est mort avant cette décision et ses épouses (2) n'ont toujours pas réussi à toucher la pension pour laquelle il s'était battu. La France refuse d'appliquer le principe d'égalité brandi dans sa devise, à d'anciens combattants africains et indochinois qui ont combattu pour elle entre 1940 et 1945.

En 2002, une loi a tenté de remédier à cette situation en augmentant de 20% la pension des anciens combattants africains. Ceci signifie qu'un ancien combattant africain qui touchait 40 euros par semestre touche désormais 46 euros, soit 6 euros de plus. Ce qui ne correspond pas au montant que touche un Français de France.

Cette situation d'injustice est de plus en plus scandaleuse pour les anciens combattants africains qui estiment que la France attend qu'ils meurent tous pour ne pas avoir à payer les pensions réclamées.